



## PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le 31 DEC. 2009

Sous-Direction de l'Environnement

3<sup>ème</sup> Bureau  
Environnement industriel

Affaire suivie par Véronique CHAPPUIS  
☎ : 04 72 61 64 54  
✉ : veronique.chappuis@rhone.pref.gouv.fr

### ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2552 : "Fonderie (fabrication de produits moulés)" de métaux et alliages non ferreux (à l'exception de celles relevant de la rubrique n° 2550) ;

VU l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2921 : installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 juin 2006 régissant le fonctionnement des activités de la société METALOR TECHNOLOGIES FRANCE dans son établissement situé 11, rue Louis Aulagne à OULLINS ;

VU le rapport du 7 octobre 2009 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspecteur des installations classées de constater que l'exploitant n'a pas réalisé :

- les contrôles réglementaires sur les rejets atmosphériques de son incinérateur après le 3 août 2006 (date de la dernière mesure),
- la mesure du débit rejeté et de la concentration des poussières,
- le contrôle de sa tour aéroréfrigérante par un organisme agréé ;

.../...

CONSIDERANT dans ces conditions, que l'exploitant ne respecte pas les dispositions prévues aux points 7.6.2 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2006, 11 du titre II de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 et 6.3 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 30 juin 1997 modifié susvisés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'exiger de la société METALOR TECHNOLOGIES FRANCE qu'elle prenne les mesures nécessaires afin de se mettre en conformité avec les prescriptions des points 7.6.2 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2006, 11 du titre II de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 et 6.3 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 30 juin 1997 modifié susvisés ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société METALOR TECHNOLOGIES FRANCE, 11, rue Louis Aulagne à OULLINS, est mise en demeure de respecter les dispositions :

- du point 7.6.2 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juin 2006 susvisé, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- du point 11 du titre II de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 susvisé, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- du point 6.3 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 30 juin 1997 modifié susvisé, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au sénateur maire d'OULLINS,
- à l'exploitant.

Pour copie conforme  
La Secrétaire Administrative déléguée  
Véronique CHAPPUIS

Lyon, le 31 DEC. 2009  
Le Préfet,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
René BIDAŁ